



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique du Gouvernement

Question au Gouvernement n° 1161

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. le président Gilles Le Gendre, pour le groupe La République en marche. *(Les députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent.)*

M. Aurélien Pradié. Très bon choix, ne changez rien !

M. Gilles Le Gendre. Jeudi dernier, monsieur le Premier ministre, le Président Emmanuel Macron appelait à la mobilisation nationale contre la pauvreté en annonçant un plan unanimement salué par les associations. Ce matin même, le chef de l'État présentait « Ma Santé 2022 », la stratégie de votre gouvernement pour transformer notre système de santé. Depuis l'été, les commentateurs veulent voir dans ces deux plans la preuve de ce qu'ils appellent un tournant social.

Notre groupe se réjouit de l'ambition qui a présidé à l'élaboration de ces deux plans. Cependant la majorité élue en juin 2017 n'a jamais considéré que la politique mise en œuvre depuis cette date ne visait un autre objectif que la justice sociale.

M. Thibault Bazin. La quoi ?

M. Gilles Le Gendre. Lutter contre le chômage en accompagnant la croissance des PME, c'est de la justice sociale.

M. Stéphane Peu. Alors qu'il suffit de traverser la rue !

M. Gilles Le Gendre. Développer l'apprentissage et la formation professionnelle, c'est de la justice sociale. Augmenter le pouvoir d'achat des salariés, c'est de la justice sociale. Mettre fin à la taxe d'habitation, c'est de la justice sociale.

M. Pierre Cordier. Pas pour les classes moyennes ! Tu parles d'une justice sociale !

M. Gilles Le Gendre. Dédoubler les classes de CP et de CE1, c'est de la justice sociale. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)* Lancer l'expérimentation des emplois francs, c'est de la justice sociale. Le reste à charge zéro sur les lunettes et les prothèses, c'est de la justice sociale.

M. Fabien Di Filippo. Au détriment des classes moyennes !

M. Gilles Le Gendre. Monsieur le Premier ministre, le logiciel français est en panne depuis des décennies parce

qu'il n'arrive plus à connecter la création des richesses et leur redistribution. Moyennant quoi, nous avons laissé la grande pauvreté, fille en ligne directe du chômage de masse, prospérer dans notre pays...

M. Éric Straumann. ...alors qu'il suffisait de traverser la rue !

M. Gilles Le Gendre. ...et de plus en plus de nos compatriotes privés d'accès à un système de santé par ailleurs excellent.

Pour corriger ce logiciel, les Français ont besoin d'actes – votre gouvernement n'en est pas économe – mais aussi de sens. Qu'avez-vous à leur dire, (« Rien ! » sur les bancs du groupe GDR.) monsieur le Premier ministre ? (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le président Legendre, permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*), de saluer le processus qui vous a conduit à la tête du groupe La République en marche...

M. Thibault Bazin. La désignation par le patron...

M. Edouard Philippe, Premier ministreet de vous dire la confiance du Gouvernement dans sa capacité à travailler avec les deux groupes de la majorité, singulièrement celui que vous présidez.

Vous m'interrogez sur le sens, la logique qui préside à l'action du Gouvernement. Elle est simple (« Ah ! » sur les bancs du groupe LR.) : il s'agit de mettre en œuvre les engagements pris par le Président de la République devant les Français en 2017. Il s'agit de transformer notre pays pour construire ensemble une société fondée sur l'idée constante d'émancipation des individus et de solidarité réelle.

Plusieurs députés du groupe LR . Baratin !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Emanciper dès que l'on peut, construire des solidarités réelles, ce n'est pas simplement déclarer des droits ou distribuer des allocations : c'est faire en sorte que les mécanismes que nous mettons en place soient véritablement efficaces. Emanciper, créer des solidarités réelles, garantir la cohésion de la nation...

M. Fabien Di Filippo. Faire les poches des classes moyennes !

M. Edouard Philippe, Premier ministrec'est ce qui, depuis le début, depuis la nomination de ce gouvernement, anime notre action et ce qui l'anima jusqu'au bout.

M. Fabien Di Filippo. C'est une dissertation d'énarque !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . C'est la volonté de permettre à nos concitoyens de faire des choix éclairés dès l'accès à l'enseignement supérieur avec Parcoursup, dès le moment du choix d'une orientation à l'école entre l'apprentissage et un autre type de formation.

C'est une politique fondée sur l'idée simple et parfois contestée qu'en toute matière le travail doit payer.

M. Fabien Di Filippo. C'est la méthode Coué !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Nous voulons faire en sorte que l'activité soit toujours privilégiée par rapport à l'absence d'activité.

M. Thibault Bazin. C'est un échec !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. C'est la raison pour laquelle nous avons l'année dernière, avec le soutien de cette majorité, non pas enrichi l'État, mais fait basculer des baisses et des suppressions de cotisations salariales vers l'augmentation de la CSG.

M. Pierre Cordier. Personne n'y comprend rien !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. En écoutant avec attention, et compte tenu de votre immense connaissance, vous allez comprendre, j'en suis sûr, je vous fais confiance, monsieur le député ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)* Je vous fais même confiance pour aller au-delà des propos de tribune et ouvrir sérieusement le débat, par exemple sur cette mesure relative aux heures supplémentaires... *(Protestations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Fabien Di Filippo. Vous les avez refusées, les heures supplémentaires !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...qui va permettre à tous les Français qui travaillent de voir leurs revenus augmenter grâce aux heures supplémentaires... *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Fabien Di Filippo. menteur !

M. le président. Mon cher collègue !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...et je me réjouis de votre enthousiasme !

Le travail doit payer, les solidarités réelles doivent être mises en œuvre.

M. Fabien Di Filippo. Rendez l'argent !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. C'est l'objectif du plan de lutte contre la pauvreté qui a été présenté par le Président de la République. Il prévoit justement des mécanismes qui favorisent le retour à l'activité ; il prévoit une aide beaucoup plus intense pour les publics beaucoup plus fragiles...

M. Fabien Di Filippo. Les retraités par exemple !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...qu'on doit déceler et accompagner.

M. Éric Straumann. Qui va les accompagner ?

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Accompagner, ce n'est pas simplement donner des droits, accompagner financièrement, mais accompagner humainement parce que l'on sait que c'est là que se joue et que c'est là que se gagne le combat contre la pauvreté.

Au total, monsieur le président, quels que soient les cris,...

M. Fabien Di Filippo. Les cris de colère des Français !

M. Aurélien Pradié. Et quelle que soit l'arrogance !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...quel que soit le bruit médiatique qui peut entourer l'action du Gouvernement, notre résolution est entière : nous voulons construire cette société émancipée, faite de solidarités réelles, d'une véritable cohésion et unité nationale.

Une députée du groupe LR . Quel baratin !

M. Edouard Philippe, *Premier ministre* . C'est un merveilleux défi et je peux comprendre, parce que c'est évidemment le jeu du débat public, que nous nous opposions sur telle ou telle mesure, tel rythme, tels moyens mais la vérité, monsieur le président, c'est que nous sommes tous ici d'accord pour dire que la France se portera mieux si elle va dans cette direction. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Le Gendre](#)

Circonscription : Paris (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1161

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [19 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 septembre 2018](#)